

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CAMBESSE GRANITS

6 Chemin de Tarriman
81210 Lacrouzette

Références : 81-CARMIN-2025-24
Code AIOT : 0006803254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement SAS CAMBESSE GRANITS implanté Camp Sirven - Le Jautas 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CAMBESSE GRANITS
- Camp Sirven - Le Jautas 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006803254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de granite à ciel ouvert située Lieux-dits *Camp Sirven* et *Le Jautassur* commune de Saint-Salvy de la Balme, est autorisée pour 30 ans par arrêté préfectoral en date du 29/08/2013. La superficie totale du site est de 13ha 17a et 10ca et la production maximale annuelle est limitée à 70 000 tonnes.

La carrière a fait l'objet d'un changement d'exploitant par arrêté préfectoral en date du 10/07/2014 au bénéfice de la SARL CAMBESSE Granits.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 3-4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Rejet	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article PP4	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 3-2	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 4	Sans objet
5	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article PP1	Sans objet
6	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 23/08/2013, article PP2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est accessible par la D 66 elle est composée de 2 zones, une au Nord de l'emprise du site (lieu actuel d'extraction) et une au Sud qui n'est plus exploitée depuis plusieurs années.

La dernière visite d'inspection (28/10/2021 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle) faisait état de 2 non-conformités, au regard des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel, et au regard d'un phasage "en retard". Suite à la visite précitée l'exploitant a procédé aux actions correctives concernant les analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel , et une redéfinition du phasage est à l'étude.

Le site est entretenu, la carrière était en activité au jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 3-2

Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale d'extraction et dimensions des gradins
Prescription contrôlée : L'extraction porte sur une épaisseur maximale de 35 mètres et une cote minimale en fond d'excavation de 480 mètres NGF. La hauteur maximale des fronts est limitée à 15 mètres. En tout point où des travaux d'affouillement et d'extraction sont réalisés, la hauteur des fronts et la largeur des banquettes sont compatibles avec la stabilité du terrain et du gisement exploité.
Constats : Le plan d'exploitation remis à jour en mai 2025, présente un respect des côtes minimales (atteintes). La hauteur des fronts est en deçà des 15 m . Le terrain est stable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 4
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs, et les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation, • les zones remises en état en les différenciant par type, • la position des zones de protection des milieux naturels définies à l'article CE6-2
Constats : Le plan topographique actualisé en mai 2025, est conforme à la prescription de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 3-4
Thème(s) : Risques chroniques, Détail du phasage
Prescription contrôlée : Phase 1 : 1A (partie nord) : 4,05 ha, 510 m NGF 1B (partie sud) : 0,59 ha, 500 m NGF Phase 2 : 2A (partie nord) : 3,92 ha, 498 m NGF

2B (partie sud) 1,07 ha, 500 m NGF Phase 3 : 3A (partie nord) 3,90 92 783 492(11 à 15 ans) 3B (partie sud) 1,32 21 184 49
<p>Constats :</p> <p>La carrière est en phase 3, le phasage de l'exploitation est déconnecté du prévisionnel de l'arrêté d'autorisation (retard notable).</p> <p>L'extraction est réalisée uniquement dans la zone Nord, et la production depuis 2022 est comprise entre 6 200 et 7 600t/an (GEREP) la limite autorisée est de 70 000t/an.</p> <p>Dans la zone Sud, l'extraction est suspendue depuis plusieurs années.</p> <p>L'exploitant précise sans fixer de date , qu'une reprise de l'activité sur la zone Sud est à venir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée par un "porter à connaissance" sur le projet de refonte du phasage .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article PP4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont orientées vers des bassins prévus à cet effet. Ils sont dimensionnés afin de respecter les prescriptions de rejet dans le milieu naturel. Les rejets dans le milieu naturel se font dans les fossés longeant la voie communale n° 7 et la route départementale n° 66. Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement[...].</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5,- la température est inférieure à 30 °C, - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105),

- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel sont effectuées aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé :
- annuellement, en période de hautes eaux, - chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande. Les résultats sont transmis à la préfecture du Tarn.

Constats :

Le site dans sa zone Nord qui est exploitée compte 2 bassins qui recueillent par un réseau gravitaire les eaux de ruissellements et de process.

Le premier bassin de décantation est approximativement situé au centre du carreau, il recueille par gravité et grâce à un sillon les eaux d'excavation et les eaux de ruissellement dans le cadre de précipitation. Les eaux sont ensuite dirigées toujours par gravité vers un second bassin de décantation d'occurrence décennale. Ce bassin collecte également par la pente naturelle, les eaux de ruissellement du site. Il est équipé en un point haut d'une surverse avant rejet dans le ruisseau du Ganoubre via le fossé qui longe la voie communale d'accès au site.

Les eaux collectées sont pour partie recyclées (arrosage, process), et/ou rejetées.

Le second rejet situé sur la zone Sud (non exploitée) fonctionne également par une surverse et rejoint aussi le ruisseau du Ganoubre.

Les analyses des rejets (conformes à la réglementation) présentées par l'exploitant sont datées de janvier 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la périodicité des analyses des eaux de rejets (annuellement, en période de hautes eaux).

Les analyses pour l'année 2025, sont à réaliser pour une transmission auprès de l'inspection des installations classées sous 5 mois

Le bassin d'occurrence décennal est sécurisé, toutefois il convient de placer en évidence une bouée de sauvetage à proximité (1 mois)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Prévention des pollutions et des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2013, article PP1
Thème(s) : Risques accidentels, Disposition générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollutions [...]
Constats : La carrière est entretenue, le site est propre , les voies de circulations sont dégagées et carrossables. Les signalétiques sont présentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions et des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2013, article PP2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle des eaux
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité du plus grand réservoir, • 50% de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut-être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.
Constats : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <p>Les produits polluants (huiles, graisses...) sont stockés à l'abri des intempéries dans un container fermé clé. Les produits sont disposés sur des palettes de rétention , de capacités adéquates et résistantes à l'action chimique des fluides (stockage environ 500 litres - rétention 100%).</p> <p>Une cuve GNR double paroi de 3 000 L est également installée dans le container, elle assure (sur zone étanche) l'approvisionnement en hydrocarbures des engins, ainsi que l'approvisionnement de 3 compresseurs thermiques, qui reposent à l'extérieur à proximité du container sur une zone béton étanche et qui assurent chacun le fonctionnement d'une foreuse.</p> </div>

L'ensemble est propre et dégagé.

Type de suites proposées : Sans suite